



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 14 juillet 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Productivité multifactorielle, 2003** 2
La croissance de la productivité multifactorielle du secteur des entreprises, une mesure élargie de l'efficacité de la production, a considérablement ralenti l'année dernière dans un contexte de ralentissement généralisé de l'économie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Étude : Variation des niveaux de compréhension de l'écrit entre les provinces, 2000 5
- Industrie des messageries et des services locaux de livraison, 2001 et 2002 5
- Activité portuaire, janvier à juin 2003 7
- Statistiques laitières, mai 2004 8
- Fil d'acier et certains produits de fil métallique, mai 2004 8

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Productivité multifactorielle

2003

La croissance de la productivité multifactorielle du secteur des entreprises, une mesure élargie de l'efficacité de la production, a considérablement ralenti l'année dernière dans un contexte de ralentissement majeur de la croissance économique.

La productivité multifactorielle a augmenté de 0,5 % en 2003, une hausse bien en deçà de celle de 2,5 % affichée l'année précédente. En 2001, elle a augmenté de 0,4 %, comparativement à 2,6 % en 2000.

La productivité est un indicateur économique important car elle constitue un facteur qui détermine l'évolution du niveau de vie à long terme. La productivité multifactorielle sert à mesurer l'efficacité avec laquelle les intrants sont utilisés dans l'activité de production. Elle est calculée comme la différence entre la croissance de la production et celle des intrants combinés en travail et en capital.

La performance affichée l'année dernière s'est inscrite dans le contexte de ralentissement de la croissance économique du secteur des entreprises au Canada. Le produit intérieur brut réel (PIB) du secteur des entreprises a connu une hausse de seulement 1,7 % en 2003, comparativement à la croissance relativement rapide de 3,7 % l'année précédente. La croissance de l'activité économique du secteur des entreprises a diminué en 2003, le PIB affichant un taux de la moitié de celui observé en 2002, principalement en raison de la remontée du dollar canadien. D'autres événements imprévisibles tels que le SRAS, la maladie de la vache folle, la panne d'électricité en Ontario et les feux de forêt en Colombie Britannique ont joué un rôle moins important.

La croissance de 1,7 % du PIB résulte d'une hausse de 1,2 % des intrants combinés en travail et en capital et d'une augmentation de 0,5 % de la productivité multifactorielle.

Les dépenses des ménages continuent d'être le moteur de la croissance du PIB pour la seconde année consécutive. L'investissement a joué ce rôle durant la fin des années 1990.

Ralentissement substantiel de la croissance du capital

En 2003, l'intrant capital a contribué pour seulement 0,4 point de pourcentage à la croissance du PIB, en légère hausse par rapport à 0,3 point en 2002.

Note aux lecteurs

Ce communiqué présente des données sur le secteur des entreprises, qui représente près de 80 % du produit intérieur brut (PIB) de l'économie. Le secteur des entreprises couvre l'ensemble de l'économie, exception faite de la production des administrations publiques, des institutions à but non lucratif et de la valeur locative des logements occupés par leur propriétaire.

Dans le cadre de la mesure de la productivité du secteur des entreprises, la croissance de la production est mesurée par le PIB réel, soit les livraisons de biens et de services en dollars constants effectuées par le secteur des entreprises en chaîne aux catégories de la demande finale tels que les ménages, l'investissement, les administrations publiques et le secteur extérieur.

La croissance de l'intrant capital est un agrégat de la croissance des différentes classes de capital (technologies de l'information, autres machinerie et équipement et structures) pondéré par leur prix de location respectif. De façon similaire, la croissance de l'intrant travail est un agrégat de la croissance du nombre d'heures travaillées par différentes catégories de travailleurs pondérés par leur rémunération horaire.

Ce communiqué quantifie les sources de la croissance du PIB, soit le pourcentage de croissance issu de la croissance de l'intrant capital, la croissance de l'intrant travail et un résidu appelé croissance de la productivité multifactorielle. Cette dernière composante mesure l'efficacité avec laquelle les intrants sont utilisés dans l'activité de production.

Ces données reflètent les révisions du PIB pour les quatre dernières années publiées par le Système de comptabilité nationale le 31 mai 2004. À la suite de ces révisions, la croissance du PIB du secteur des entreprises est passée à 2,7 % en moyenne pour la période allant de 2000 à 2002, comparativement à la croissance de 2,3 % initialement annoncée dans le communiqué sur la productivité multifactorielle du 12 juillet 2003.

Ce communiqué ne renferme pas de comparaison entre le Canada et les États-Unis car les résultats de la productivité multifactorielle américaine ne sont disponibles que jusqu'en 2001.

La contribution de l'intrant capital au PIB a substantiellement ralenti au cours des deux dernières années. En 2001, l'intrant capital a contribué pour 0,8 point de pourcentage et pour 1,3 point durant les années 1990.

Le ralentissement de la contribution de l'intrant capital au PIB est en partie attribuable au fléchissement de la croissance des investissements en technologies de l'information telles que les ordinateurs, les logiciels et le matériel de communication.

Les technologies de l'information ont contribué pour seulement 0,2 point de pourcentage en 2003, comparativement à 0,1 point l'année précédente. Ces résultats ont tous deux représenté une nette

baisse comparativement aux années 1990, lorsque les technologies de l'information ont contribué pour 0,5 point de pourcentage en moyenne à la croissance annuelle moyenne de 3,0 % du PIB.

Les autres équipements et machinerie, ainsi que les structures ont vu leur contribution à la croissance du PIB baisser au cours des récentes années. Cela contraste avec les années 1990 lorsque leur contribution à la croissance de l'intrant capital a été plus importante.

L'intrant travail : ralentissement dans la croissance des heures

En 2003, les heures ont augmenté de 1,3 %, en baisse par rapport à la croissance de 1,4 % observée en 2002.

Bien que ces taux de croissance ont été plus rapides que le 0,4 % affiché en 2001, ils demeurent bien en deçà de la croissance remarquable de 3,0 % affichée durant la fin des années 1990.

En 2003, l'intrant travail a contribué pour 0,8 point de pourcentage, contribuant ainsi au double des contributions respectives de l'intrant capital ou de la productivité multifactorielle.

Alors que les changements annuels de l'intrant travail sont dominés par les changements dans les heures, la croissance de la composition de la main-d'oeuvre (une mesure du changement des caractéristiques de la population active en termes de formation et d'expérience) ont apporté une contribution faible mais positive à l'intrant travail, même durant la période de ralentissement économique après le passage à l'an 2000.

Durant la période de 2000 à 2003, la composition de la main-d'oeuvre a contribué pour le tiers de la croissance de 1,4 % de l'intrant travail. Cela est caractéristique des périodes de ralentissement économique où les cols bleus font l'objet de plus de mises à pied que les cols blancs ayant une meilleure formation. Durant ces périodes, la composition de la main-d'oeuvre tend à apporter une importante contribution à l'intrant travail. En revanche, durant les périodes de croissance économique rapide comme celle de la fin des années 1990, les entreprises recrutent souvent des travailleurs ayant de plus faibles compétences. Durant cette période, la composition de la main-d'oeuvre a contribué pour 12,0 % seulement à la croissance de 3,4 % de l'intrant travail.

Croissance rapide de la productivité de 2000 à 2003

La tendance de la croissance de la productivité devient plus évidente au cours de longues périodes. Les changements d'une année à l'autre reflètent souvent l'effet de chocs aléatoires non anticipés. Pour évaluer la tendance à long terme de la productivité, les taux de croissance annuels moyens d'un sommet à l'autre du cycle économique sont généralement utilisés.

Avec le regain de vitalité de la croissance de la productivité multifactorielle durant la fin des années 1990, la performance du secteur des entreprises a augmenté au rythme de 0,5 % en moyenne par année, en légère hausse par rapport à 0,4 % dans les années 1980. L'essentiel de ce gain de productivité est issu de la fin des années 1990 lorsque la croissance de la productivité multifactorielle a connu une hausse moyenne de 1,1 %.

Au cours de la période de 2000 à 2003, un ralentissement de la croissance moyenne annuelle du PIB a été observé, à l'image de celui survenu au début des années 1990. Quoiqu'il en soit, la croissance de la productivité multifactorielle demeure relativement élevée. La croissance annuelle moyenne de 1,1 % au cours des trois dernières années est plus du double de celle affichée lors des années 1990.

Données stockées dans CANSIM : tableau 383-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1402.

Une série de tableaux sur la croissance de la productivité et les variables connexes pour le secteur des entreprises et ses 15 principales branches d'activité est maintenant offerte dans la publication intitulée *Les comptes canadiens de productivité-données* (15-003-XIF, gratuite).

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez la page *Aperçu du programme de recherche et une description des publications* de notre site Web.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, écrivez à l'adresse suivante : productivite.mesures@statcan.ca. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Faouzi Tarkhani au (613) 951-5314 (faoutar@statcan.ca), Division des études et de l'analyse microéconomiques. Télécopieur : (613) 951-5403.

Sources de croissance du produit intérieur brut dans le secteur canadien des entreprises

	1981 à 2000	1981 à 1988	1988 à 2000	2000 à 2001	2001 à 2002	2002 à 2003	2000 à 2003
	contributions en points de pourcentage (croissance annuelle moyenne)						
Produit intérieur brut	3,1	3,4	3,0	1,7	3,7	1,7	2,4
Contribution des services du capital	1,3	1,3	1,3	0,8	0,3	0,4	0,5
Technologies de l'information	0,4	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,2
Ordinateurs	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1
Logiciels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Communication	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,2	0,0
Autres machinerie et équipement	0,3	0,4	0,3	0,2	0,0	0,0	0,1
Structures	0,5	0,6	0,5	0,3	0,2	0,2	0,2
Contribution des services du travail	1,4	1,6	1,2	0,5	0,9	0,8	0,7
Productivité multifactorielle	0,4	0,4	0,5	0,4	2,5	0,5	1,1

Nota : La contribution est calculée comme le produit du taux de croissance de la variable et de sa part dans le produit intérieur brut nominal.

Croissance des intrants dans le secteur canadien des entreprises

	1981 à 2000	1981 à 1988	1988 à 2000	2000 à 2001	2001 à 2002	2002 à 2003	2000 à 2003
	taux de croissance annuel moyen (pourcentages)						
Services du capital	3,3	3,3	3,3	1,7	0,7	0,7	1,0
Technologies de l'information	22,0	21,9	22,0	10,3	3,5	3,6	5,8
Ordinateurs	30,0	28,0	31,2	11,7	4,2	5,0	6,9
Logiciels	17,8	23,2	14,7	6,6	4,0	4,6	5,0
Communication	10,2	5,9	12,9	6,6	-1,6	-3,3	0,5
Autres machinerie et équipement	3,5	3,9	3,2	2,0	0,3	0,1	0,8
Structures	2,2	2,3	2,1	0,9	0,5	0,4	0,6
Services du travail	2,4	2,7	2,1	1,0	1,7	1,5	1,4



AUTRES COMMUNIQUÉS

Étude : Variation des niveaux de compréhension de l'écrit entre les provinces

2000

La nouvelle étude intitulée *Variation des niveaux de compréhension de l'écrit entre les provinces canadiennes* analyse la grande variation entre les niveaux de compréhension de l'écrit moyens des élèves de 15 ans d'une province à l'autre.

Le rendement en lecture au Nouveau-Brunswick, la province la moins performante, était très proche de la moyenne (500) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La moyenne pour l'Alberta, la province la plus performante, se comparait à celle de la Finlande, qui affichait la plus grande compréhension de l'écrit parmi les pays de l'OCDE.

L'étude, préparée par le professeur J. Douglas Willms de l'Université du Nouveau-Brunswick, démontre que bien que les antécédents socio-économiques des élèves représentent un facteur clé, ils expliquent moins de la moitié de la variation des notes en compréhension de l'écrit des provinces.

Il y a de nombreuses écoles où des élèves ayant de plus faibles antécédents économiques ont un rendement exceptionnellement élevé en lecture. De même, certaines écoles obtiennent de piètres résultats, même si elles ont une population d'élèves plus avantagés par leurs antécédents socio-économiques. Ces constatations révèlent qu'il y a des écoles exemplaires dans chaque province, qui obtiennent de bons résultats, indépendamment des antécédents socio-économiques de leur clientèle.

Les provinces affichaient des résultats nettement différents pour ce qui est des rendements en compréhension de l'écrit parmi les écoles dont la clientèle d'élèves avait des antécédents socio-économiques différents. Ainsi, le rendement moyen en lecture au Québec était élevé parce que cette province a un nombre disproportionné d'écoles ayant des élèves aux antécédents économiques moyens qui se classent dans la partie supérieure de l'intervalle.

À l'opposé, le rendement moyen en lecture en Alberta était relativement élevé parce que les élèves de cette province étaient avantagés par leurs antécédents.

En général, les élèves avantagés par leurs antécédents socio-économiques ont tendance à afficher de meilleurs niveaux de compréhension de l'écrit que les autres. Cependant, les élèves ayant des antécédents socio-économiques plus faibles ont de meilleurs niveaux de compréhension de l'écrit s'ils

fréquentent une école qui compte aussi des élèves plus avantagés par leurs antécédents socio-économiques.

En outre, la relation entre les antécédents socio-économiques des élèves et leur rendement en compréhension de l'écrit est plus forte dans les écoles ayant surtout des élèves aux antécédents socio-économiques plus faibles.

Ces constatations démontrent que, lorsque les antécédents socio-économiques des élèves diffèrent considérablement d'une école à l'autre, la disparité du rendement en compréhension de l'écrit entre les élèves aux antécédents économiques différents est plus marquée.

L'étude a analysé les données du Programme international PISA pour le suivi des acquis des élèves de 2000 (PISA), qui a observé des élèves de 15 ans dans 32 pays membres de l'OCDE. Au Canada, environ 30 000 élèves de 15 ans dans plus de 1 000 écoles ont participé à ce programme.

L'étude du PISA de 2000 comportait une évaluation directe des capacités par des tests de lecture, de mathématiques et de sciences, ainsi que par des questionnaires à remplir par les élèves et les directeurs d'écoles pour fournir des renseignements sur les antécédents. Les mesures des antécédents socio-économiques ont été tirées de données sur les niveaux d'instruction et les professions des parents et les biens familiaux.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 5058 et 5060.

On peut maintenant se procurer l'étude *Variation des niveaux de compréhension de l'écrit entre les provinces canadiennes, 2002*, n° 12 (81-595-MIF2004012, gratuit) en ligne.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040. ■

Industrie des messageries et des services locaux de livraison

2001 (données révisées) et 2002 (données provisoires)

En 2002, l'industrie des messageries et des services locaux de livraison comptait 19 691 établissements offrant des services diversifiés allant de la livraison de

lettres par des messagers à bicyclette à la livraison de matériel de technologie de pointe au Canada et à l'étranger. Cela représente une légère augmentation de 4 % par rapport à 2001.

L'industrie a généré environ 5,4 milliards de dollars en revenus d'exploitation en 2002, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente. Néanmoins, une hausse globale de 7 % des dépenses d'opération est venue contrecarrer son impact sur la rentabilité des entreprises du secteur.

La marge d'exploitation, soit l'écart entre les revenus et les dépenses d'opération, a ainsi été de 326 millions de dollars, en baisse de 18 % par rapport à 2001. Il s'agit de la deuxième année consécutive où l'on observe un déclin de la marge d'exploitation.

Selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le secteur se subdivise en deux segments : les messageries, qui offrent des services de livraison nationaux et internationaux et les services locaux de livraison, qui offrent des services de livraison à l'intérieur d'une région géographique plus restreinte, comme une ville ou une région métropolitaine. Les messageries assurent principalement des services de livraison de deux jours ou plus et le lendemain et de nuit, alors que les services locaux de livraison se spécialisent principalement dans les services de livraison le jour même.

Bien qu'ils ne représentaient qu'environ 12 % de tous les établissements de l'industrie en 2002, les messageries ont généré environ 78 % du total des revenus d'opération. De même, les établissements de ce segment ont affiché une marge d'exploitation moyenne d'environ 86 000 dollars, en baisse de 27 % par rapport à 2001.

D'autre part, les services locaux de livraison ont représenté 88 % du nombre total des établissements, mais seulement 22 % des revenus d'opération de l'industrie. De plus, ils ont affiché une marge d'exploitation moyenne d'environ 7 000 dollars, en baisse de 30 % par rapport à 2001. La modeste marge d'exploitation de ce segment est attribuable en bonne partie au fait qu'il regroupe un grand nombre de contractuels indépendants ou des chauffeurs exploitants qui l'utilisent comme revenu personnel.

Les salaires, les traitements et les avantages sociaux ont constitué le plus important type de dépense chez les messageries (40 %), suivis des autres services achetés (34 %). Cela diffère grandement des services locaux de livraison.

De fait, les autres services achetés ont été leur plus important type de dépense (56 %). Il s'agit d'une part bien supérieure au type de dépense qui occupe le second rang, soit les salaires, les traitements et les avantages sociaux (21 %). Une explication à cette

situation serait que les messageries utilisent davantage des employés salariés, tandis que les services locaux de livraison préfèrent utiliser des contractuels indépendants ou des propriétaires-exploitants.

Les entreprises de messageries et de services locaux de livraison de grande et de moyenne taille ont livré près de 501 millions d'articles, ce qui a entraîné des recettes de livraison d'un peu plus de 4,2 milliards de dollars en 2002. De ce résultat, les messageries ont acheminé 87 % du total des articles, tout en réalisant 88 % des recettes de livraison.

Si l'on ventile par activité, on observe que 55 % de tous les articles livrés étaient attribuables aux services de deux jours ou plus et aux autres services, bien qu'ils n'aient représenté que 39 % des recettes de livraison. À l'opposé, les services de livraison de colis de nuit et du lendemain n'ont représenté que 32 % du total des articles livrés, mais ont généré la moitié des recettes totales.

Dans l'industrie dans son ensemble, chaque article a produit en moyenne 8,43 \$ en recettes de livraison, soit légèrement moins que les 8,57 \$ produits en 2001. Les services de livraison le lendemain ou de nuit ont représenté la plus forte moyenne de recettes par article pour les messageries (13,42 \$), tandis que les services le jour même ont enregistré la plus forte moyenne des recettes d'exploitation par article pour les services locaux de livraison (7,55 \$).

L'Ontario est demeurée la province dominante de l'industrie en ce qui a trait aux revenus de livraison selon le lieu de collecte des expéditions, enregistrant près de la moitié des recettes au pays. Par ailleurs, les livraisons à destination du Canada ont représenté 79 % des recettes de livraison totales, alors que celles à destination des États-Unis ont représenté environ 18 % de ce même total.

L'industrie des messageries et des services locaux de livraison repose en grande partie sur des flottes de véhicules et du matériel relativement dispendieux pour assurer ses services de livraison. Chez les messageries, les fourgonnettes et les grands fourgons (62 %), les semi-remorques (16 %) et les automobiles (7 %) ont ainsi représenté la majorité des véhicules utilisés.

En ce qui a trait aux services locaux de livraison, les automobiles (52 %) et les fourgonnettes et les grands fourgons (31 %) ont constitué les principaux équipements. En tout, le secteur comptait près de 23 000 véhicules et diverses pièces d'équipement.

En 2002, les entreprises de grande taille ont représenté environ 1 % des entreprises de l'industrie, mais 72 % des revenus d'opération. En outre, elles ont affiché sans surprise la marge d'exploitation moyenne la plus élevée (624 000 dollars).

Les entreprises de taille moyenne ont aussi représenté 1 % des entreprises, mais 11 % des revenus d'opération du secteur. Elles ont de même affiché une marge d'exploitation moyenne de 63 000 dollars.

Enfin, les entreprises de petite taille ont représenté 98 % des entreprises de l'industrie, mais seulement 18 % des revenus d'opération. Elles ont de plus affiché la marge d'exploitation moyenne la plus faible (7 000 dollars).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 402-0001 à 402-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4703.

Un bulletin spécial intitulé *Bulletin de service du transport terrestre et maritime*, vol. 20, n° 4 (50-002-XIF, 11 \$) présentant une plus vaste étendue de données financières et opérationnelles sur l'industrie des messageries et des services locaux de livraison est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Ronald Chrétien au (613) 951-8774 (ron.chretien@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Vincent Dubé au (613) 951-7031 (vincent.dube@statcan.ca), Division des transports. ■

Activité portuaire

Janvier à juin 2003

L'activité économique dans les ports canadiens a été à la hausse au cours des six premiers mois de 2003 comparativement à la même période l'année précédente, ce qui est surtout attribuable à l'augmentation des expéditions de pétrole brut. Dans l'ensemble, les expéditions ont connu une progression dans 15 des 20 plus importants ports du pays.

Au total, les ports canadiens ont manutentionné 198,1 millions de tonnes métriques de marchandises de janvier à juin 2003, en hausse de 7,7 % par rapport à la même période en 2002. Les expéditions de pétrole brut ont grimpé de 37,8 % pour atteindre 48,7 millions de tonnes métriques.

Malgré un recul de 3,6 % de l'activité globale, Vancouver est demeurée le port le plus achalandé au pays avec ses 32,1 millions de tonnes métriques manutentionnées, ce qui représente 16 % de toutes les expéditions au Canada. La chute de 1,5 million de tonnes métriques (-59,7 %) des expéditions de blé est principalement à l'origine de ce déclin, la sécheresse

qui a sévi pendant la saison de végétation 2002 dans les Prairies ayant entraîné une diminution de la production de blé. La baisse du tonnage total observée à Vancouver a été atténuée par un bond de 9,9 % du tonnage de conteneurs, qui a dépassé 750 000, en hausse de 15,9 %.

Les expéditions accrues de pétrole brut ont stimulé les niveaux d'activité dans plusieurs ports. Le tonnage total manutentionné à Come-by-Chance s'est élevé à 22,6 millions de tonnes métriques, surtout grâce à un accroissement de 41,2 % des expéditions de pétrole brut. Le gain est attribuable à l'intensification des expéditions de pétrole brut en provenance des champs pétrolifères situés au large de Terre-Neuve-et-Labrador combinée à la hausse des expéditions de pétrole brut venant d'Europe. La croissance constante des activités de manutention du pétrole brut au port de Come-by-Chance a consolidé la position de ce dernier au deuxième rang national pour ce qui est du tonnage manutentionné.

L'activité à Port Hawkesbury a atteint 12,0 millions de tonnes métriques, en hausse de 64,9 %. Le tonnage total de pétrole brut a plus que doublé pour se fixer à 7,2 millions de tonnes métriques, les expéditions étrangères étant revenues partiellement à leurs niveaux précédents après avoir chuté de façon marquée au cours des six premiers mois de 2002.

Le tonnage manutentionné à Halifax a rebondi, s'étant établi à 7,1 millions de tonnes métriques, ce qui équivaut à un bond de 17,1 % après un glissement de 12,0 % au cours de la même période en 2002. Des niveaux plus élevés de pétrole brut et de mazouts sont à l'origine de cette augmentation.

Le total du tonnage de conteneurs s'est accru pour se fixer à 13,8 millions de tonnes métriques, en hausse de 13,4 % par rapport à 2002. Le transport conteneurisé a été concentré dans plusieurs ports, celui de Vancouver ayant manutentionné 42 % du tonnage. Viennent ensuite Montréal (34 %), Halifax (16 %), Fraser River (7 %) et Saint John (1 %).

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2751 et 2791.

Les estimations annuelles paraîtront dans la publication intitulée *Le transport maritime au Canada* (54-205-XIF, 43 \$).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ron Chrétien en composant sans frais le 1 866 500-8400 (statistiquesdutrtransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0009. □

Vingt principaux ports canadiens selon le tonnage manutentionné
Janvier à juin 2003

	Intérieur			International			Total		
	2002	2003	2002 à 2003	2002	2003	2002 à 2003	2002	2003	2002 à 2003
	en milliers de tonnes		var. en %	en milliers de tonnes		var. en %	en milliers de tonnes		var. en %
Vancouver	675	810	20,1	32 667	31 327	-4,1	33 342	32 138	-3,6
Come-by-Chance	6 718	10 501	56,3	9 736	12 064	23,9	16 454	22 565	37,1
Saint John	1 628	1 633	0,3	11 243	11 397	1,4	12 871	13 031	1,2
Port Hawkesbury	546	613	12,4	6 741	11 405	69,2	7 286	12 018	64,9
Montréal-Contrecoeur	1 246	1 894	52,0	7 230	7 456	3,1	8 475	9 350	10,3
Sept-Îles-Pointe-Noire	1 629	1 062	-34,8	6 984	8 269	18,4	8 613	9 331	8,3
Newfoundland Offshore	6 248	8 688	39,1	474	0	-100,0	6 721	8 688	29,3
Québec-Lévis	1 724	1 914	11,0	6 316	6 695	6,0	8 040	8 609	7,1
Halifax	951	1 744	83,4	5 093	5 333	4,7	6 044	7 077	17,1
Port-Cartier	1 134	1 016	-10,4	5 493	5 997	9,2	6 627	7 014	5,8
Fraser River	3 817	3 754	-1,7	2 150	2 825	31,4	5 967	6 579	10,3
Nanticoke	565	405	-28,4	5 283	4 743	-10,2	5 848	5 148	-12,0
Howe Sound	2 584	3 263	26,3	296	265	-10,6	2 880	3 528	22,5
Hamilton	2 128	1 565	-26,5	1 976	1 798	-9,0	4 104	3 363	-18,0
North Arm Fraser River	2 222	2 556	15,0	3	0	-100,0	2 225	2 556	14,9
Port-Alfred	18	64	248,8	2 154	2 194	1,9	2 172	2 258	4,0
Thunder Bay	2 048	1 349	-34,1	1 258	725	-42,4	3 306	2 074	-37,3
East Coast Vancouver Island	1 592	1 941	21,9	0	0		1 592	1 941	21,9
Sorel	818	865	5,8	912	936	2,6	1 729	1 801	4,1
Baie-Comeau	478	683	42,8	1 373	1 106	-19,4	1 852	1 789	-3,4
Sous-total	38 771	46 322	19,5	107 380	114 537	6,7	146 150	160 859	10,1
Autres ports	13 274	13 918	4,9	24 602	23 342	-5,1	37 876	37 260	-1,6
Total	52 044	60 240	15,7	131 982	137 879	4,5	184 026	198 119	7,7

Statistiques laitières

Mai 2004 (données provisoires)

Les producteurs laitiers canadiens ont vendu plus de 668 600 kilolitres de lait et de crème aux laiteries en mai, en hausse de 2,2 % par rapport à la même période l'an dernier.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3430, 3431 et 3432.

Le numéro du deuxième trimestre de 2004 de *La revue laitière* (23-001-XIB, 29 \$ / 96 \$) paraîtra en août 2004.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Kim Boyuk au (613) 951-2510 ou composez sans frais le 1 800 465-1991, Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Fil d'acier et certains produits de fil métallique

Mai 2004

Il est maintenant possible d'obtenir les données de mai sur la production de fil d'acier et de certains produits de fil métallique.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2106, 2116 et 2184.

Le numéro de mai 2004 de la publication *Fil d'acier et certains produits de fil métallique*, vol. 59, n° 5 (41-006-XIB, 6 \$ / 51 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Techniques d'enquête, juin 2004, vol. 30, n° 1
Numéro au catalogue : **12-001-XPB** (30 \$/58 \$).

Fil d'acier et certains produits de fil métallique,
mai 2004, vol. 59, n° 5
Numéro au catalogue : **41-006-XIB** (6 \$/51 \$).

Bulletin de service : Transport terrestre et maritime,
vol. 20, n° 4
Numéro au catalogue : **50-002-XIF** (11 \$).

**Éducation, compétences et apprentissage -
documents de recherche : Variation des niveaux
de compréhension de l'écrit entre les provinces
canadiennes : constatations tirées du PISA de
l'OCDE, 2000, n° 12**
Numéro au catalogue : **81-595-MIF2004012**
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03004013



Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.